



Fonds de dotation

### SOMMAIRE

# PROPHÉES PROPHÉES BORO 2025

12° ÉDITION

Édito	p 3
Le Fonds de dotation	
«Barreau de Paris Solidarité»I	p 4
Les projets soutenus en 2024 <sub>]</sub>	p 5
Les membres du jury	
des Trophées Pro Bono 2025 <sub>1</sub>	p 7

#### LES CANDIDATS / LAURÉATS

Catégorie « Junior »p 8
Catégorie « en Solo »
Catégorie « en équipe / LES CABINETS »p 20
Catégorie « en équipe / LES COLLECTIFS » p 32
Le Prix des Avocatsp 48
Le Prix Pro Bono Francophonep 44















nnée après année, plusieurs centaines d'avocats s'engagent bénévolement au sein du Barreau de Paris Solidarité. Aux côtés des associations et des militants, au plus près des personnes les plus vulnérables, ils œuvrent pour que l'accès au droit et l'exercice des droits fondamentaux soient une réalité pour toutes et tous.

Leur action rappelle une conviction simple et que nous sommes nombreux à partager : l'accès au droit ne peut être ni un privilège ni une abstraction. Au contraire, c'est un droit essentiel, indissociable du principe d'égalité entre les citoyens. Pourtant – nous ne le savons que trop bien en tant qu'avocats – partout dans le monde, l'injustice et les discriminations persistent, et la dignité des plus fragiles reste menacée.

Les Trophées Pro Bono saluent celles et ceux qui, par leur cœur, leur courage et leur sens profond de la justice, assistent, accompagnent, conseillent et défendent les justiciables qui n'ont pas les moyens d'une défense ou qui demeurent éloignés du droit. Ces consœurs et confrères, dévoués à défendre sans relâche toutes les causes de justice, démontrent que l'humanité, inscrite dans notre serment, n'est pas un simple principe mais un engagement concret qui unit véritablement notre profession. Ils font, partout, notre fierté.

Dans ce programme, découvrez les 22 candidats de cette 12ème édition et les projets qu'ils portent. En luttant contre les discriminations, en renforçant l'accès au droit des publics précaires, en soutenant l'éducation ou en protégeant les libertés de chacune et chacun, ils démontrent que l'avocat reste, partout, un acteur essentiel de justice et de solidarité.

Et parce que cet engagement dépasse nos seules frontières, nous sommes ravis, cette année encore, d'organiser le Prix Pro Bono Francophone, avec nos partenaires de Justice Pro Bono et de la CIB. Quatorze candidats issus de onze pays de l'espace francophone nous ont fait l'honneur de participer à cette édition : leurs projets sont présentés à la fin de ce programme.

Si en découvrant ces projets, vous aviez envie de franchir le pas, sachez que le Barreau de Paris Solidarité est là pour accompagner chaque avocate et chaque avocat qui souhaite donner de son temps et de son énergie. Les besoins sont nombreux et nous ne serons jamais trop pour défendre celles et ceux qui ont besoin de nous.

Bonne lecture!

#### Pierre Hoffman

Bâtonnier de l'Ordre des avocats de Paris Président du Barreau de Paris Solidarité

#### Vanessa Bousardo

Vice-Bâtonnière de l'Ordre des avocats de Paris Vice-Présidente du Barreau de Paris Solidarité

### LE FONDS DE DOTATION « BARREAU DE PARIS SOLIDARITÉ »

e Barreau de Paris Solidarité ou «BPS» a pour mission de promouvoir l'engagement pro bono et solidaire des avocats du Barreau de Paris. Pour ce faire, il mobilise des avocats volontaires dans le cadre de dispositifs d'accès au droit spécifiquement conçus pour répondre aux besoins d'assistance juridique des catégories les plus vulnérables de notre société.

Sous la supervision d'un Conseil d'Administration présidé par le Bâtonnier et la Vice-Bâtonnière en exercice et avec l'aide d'un Comité de Parrainage, l'équipe de coordination du BPS anime aujourd'hui un réseau de plus de 900 avocats!

Ensemble, ils ont assuré en 2024 plus de 1840 permanences bénévoles, soit une estimation de près de 5550 heures pro bono.

Cela représente près de 10000 consultations assurées dans l'année, dont environ 9000 à bord du seul Bus de la Solidarité et 1000 dans le cadre de partenariats associatifs.

Le Bus de la Solidarité est l'outil principal du BPS : géré en partenariat avec Droits d'Urgence, ce dispositif mobile d'accès au droit rencontre un succès grandissant depuis son lancement en 2003. En 2024, le véhicule a été changé pour offrir un cadre plus accessible et plus moderne aux avocats bénévoles et aux justiciables reçus.

BPS est également fort de ses 24 associations partenaires et de ses 5 programmes Pro Bono qui permettent d'améliorer l'accès au droit notamment des femmes victimes de violences, des personnes concernées par des troubles psychiatriques ou psychiques, des personnes en exil ou des personnes en situation de rue.

Au-delà de ces actions d'accès au droit, BPS contribue à la diffusion d'une culture juridique en organisant des formations destinées notamment aux bénévoles et salariés des associations partenaires.

Le Fonds de dotation « Barreau de Paris Solidarité » apporte également des contributions financières ponctuelles à des projets portés par des associations basées en France.

Chaque année, le Fonds publie ainsi un Appel à projets qui fixe une thématique prioritaire, visant un public spécifique ou un enjeu d'accès au droit. Les projets sont étudiés par un Comité de Parrainage qui formule des recommandations auprès du Conseil d'Administration du Fonds qui décide des contributions versées.

#### LES PROJETS SOUTENUS PAR LE FONDS DE DOTATION EN 2024

n 2024, le Fonds a ainsi versé 180 000 euros pour soutenir **24 projets** destinés à améliorer l'accès au droit des publics habitant des lieux de vie très précaires (*la rue, squats, campements, bidonvilles*) ou s'inscrivant dans la défense des droits humains ou la lutte contre la peine de mort.

- 1. L'association Ensemble contre la Peine de Mort (ECPM) pour son programme «Eduquer aux Droits de l'Homme et à l'abolition de la Peine de Mort».
- 2. La Coalition Mondiale contre la Peine de Mort pour l'organisation de la Journée Mondiale contre la Peine de mort le 10 octobre 2024.
- 3. L'association «De Quel Droit » pour le développement de son outil de partage en ligne de jurisprudence en matière de droit des étrangers.
- **4.** L'Observatoire International des Prisons section Française en vue de la publication d'une nouvelle édition revue et augmentée du Guide du Prisonnier.
- 5. La Compagnie «Paradox Palace» pour la 3<sup>e</sup> et dernière création de son triptyque théâtral sur le lien et en faveur de la réinsertion de personnes détenues.
- **6.** L'association « Grandir Dignement » pour son action Appui juridique pour les enfants à Madagascar.
- 7. L'Association nationale d'assistance aux frontières pour les personnes étrangères (Anafé) pour renforcer la défense et l'accès aux droits des personnes enfermées dans les zones d'attente parisiennes (Roissy et Orly).
- 8. L'association Avocats Sans Frontières France pour son action en faveur des droits humains et de la défense des avocats dans l'exercice de leurs fonctions.
- **9.** *L'association WATIZAT* pour son projet de guide d'information, allervers et formation.
- 10. L'association NOUVELLE PAGE pour son projet de Permanences d'accès aux droits pour personnes exilées.
- **11.** *L'association LA CIMADE* pour son projet d'Informations collectives à destination des personnes sans papier.

- 12. L'association HABITAT CITE pour son projet d'Accès aux droits des personnes migrantes mal-logées en Ile-de-France.
- 13. L'association UTOPIA 56 pour son projet « Orientation, information et accompagnement pour les hommes isolés en situation de rue à Paris ».
- **14.** *L'association CASAS* pour son projet « Accompagner les demandeurs d'asile hors CADA dans l'accès à leurs droits ».
- **15.** L'association LE COMEDE pour son projet de Médiation en santé en direction des personnes migrantes vulnérables en Ile-de-France
- 16. L'association RESEAU FEMMES A L'ABRI 26 pour ses actions d'allervers les victimes de violences en milieu rural.
- 17. L'association ACINA pour son projet d'Aller-vers et d'accès aux droits des habitants de lieux de vie informels (bidonvilles, squats, rue).
- **18.** L'association GISTI pour son projet Accès aux droits des demandeurs et demandeuses d'asile.
- 19. L'association HUMAN RIGHTS OBSERVERS pour son projet « Favoriser l'accès au droit et à la justice des personnes exilées à la frontière franco-britannique face aux expulsions de lieux de vie informels et aux violences policières ».
- **20. Le Collectif national droits de l'Homme ROMEUROPE** pour son projet : Renforcer l'accès à la justice et à la citoyenneté des habitant-es de lieux de vie informels (squats, bidonvilles, campements...).
- 21. L'association CHAMP LIBRE pour ses actions de lutte contre l'exclusion et de maintien du lien social auprès d'hommes et de femmes détenu-es et isolé-es au sein de plusieurs établissements pénitentiaires et centre d'hébergement et de réinsertion sociale d'Îlede-France
- **22.** L'association PASST pour le projet Service Accueil Promotion Santé et en particulier les maraudes mobiles.
- **23.** L'association LES ROSES D'ACIER pour sa Ligne d'Urgence « droits et santé » auprès de la communauté travailleuses du sexe chinoises en France.
- **24.** L'association TARA pour son projet de Permanences itinérantes sur les lieux de vie des jeunes MNA en recours et/ou en fugue.

#### LES MEMBRES DU JURY DE LA 12° ÉDITION DES TROPHÉES PRO BONO



Madame la Vice-Bâtonnière Dominique ATTIAS, membre du Conseil d'Administration du Barreau de Paris Solidarité



Monsieur Philippe RYFMAN, avocat et membre du Comité de Parrainage du Barreau de Paris Solidarité



Sophie POUGET, Juge à la CNDA, membre du Comité de Parrainage du Barreau de Paris Solidarité et lauréate des Trophées Pro Bono de 2018



Carlotta GRADIN, PhD - Membre du comité de parrainage du Barreau de Paris, experte Inclusion et Diversité et Présidente ONU Femmes France



Laura NOMBRET, avocate au Barreau de Paris et lauréate de la 11° édition des Trophées Pro Bono



Mathilde ROUTHE-BEAUCART, avocate au Barreau de Paris et Représentante du Collectif "Agir Handicap" avec Droit Pluriel, lauréats de la 11° édition des Trophées Pro Bono

# PRIX HENRI LECLERC



## Sara DESPRES Défense et promotion des droits fondamentaux des enfants confiés à l'ASE

(voir page 10)

#### **CANDIDATS**

Sara DESPRES	p:	10
Maeva MELCHIOR	p	11
La Clinique Juridique de l'EFB	<b>p</b> :	12







#### SARA DESPRES

#### MAEVA MELCHIOR

#### DÉFENSE ET PROMOTION DES DROITS FONDAMENTAUX DES ENFANTS CONFIÉS À L'ASE

Avocate au Barreau de Paris depuis un peu plus d'un an et demi, Me Sara Desprès s'engage pour la défense et la promotion des droits fondamentaux des enfants confiés auprès de l'Aide Sociale à l'enfance (ASE).

Son cabinet s'est notamment investi dans la rédaction d'une plainte auprès du comité des droits de l'enfant de l'ONU, de plaidoyers auprès d'institutions comme le Conseil économique, social et environnemental et d'organes de presse mais aussi de conseils auprès du Comité jeune de la convention nationale des associations de protection de l'enfance (CNAPE).



#### ASSOCIATION « ON REMPLIT LE FRIGO » SOUTIEN AUX ÉTUDIANTS EN PRÉCARITÉ

Avocate au Barreau de Paris depuis un peu plus de 3 ans, Me Maeva Melchior est engagée auprès de l'association « On Remplit Le Frigo » qui vient en aide aux étudiants en situation de précarité.

Par la délivrance de conseils gratuits, la rédaction d'actes et la défense des intérêts de l'association sur le plan judiciaire, elle contribue au développement d'une association qui assure chaque année 100 distributions alimentaires, 24280 colis et compte 200 bénévoles et 25 partenaires.

https://www.onremplitlefrigo.fr/



#### LA CLINIQUE JURIDIQUE DE L'EFB

#### AMÉLIORER L'ACCÈS AU DROIT DES PUBLICS PRÉCAIRES PAR DES PERMANENCES AUPRÈS DU RESTOS DU CŒUR, DU SECOURS POPULAIRE ET DE LINKEE

La Clinique Juridique de l'EFB est une association d'élèves avocats de l'École de Formation des Barreaux (EFB) qui œuvre en faveur de l'accès au droit des personnes en situation de précarité.

Son objectif est de garantir à chacun un soutien juridique clair et personnalisé via l'organisation de permanences juridiques gratuites. Elle accompagne ses bénéficiaires sur une variété de problématiques, allant du droit du travail au droit de la famille, en passant par les litiges locatifs et les problématiques de droit des étrangers.

Les permanences juridiques se déroulent non seulement au sein de l'EFB à Issy-les-Moulineaux, mais également dans les locaux d'associations partenaires (Les Restos du Cœur à Porte de Vanves et le Secours populaire dans le 18ème arrondissement de Paris). La Clinique intervient aussi chaque mois lors de distributions alimentaires organisées par l'association Linkee pour les étudiants en situation de précarité, afin de les rencontrer, de leur présenter ses actions et de les informer sur les dispositifs gratuits d'accès au droit.

# PROPHÉES PROPHÉES PROPHÉES PROPHÉES 2025



# PRIX EN SOLO



## Sandy Christ BHAGANOOA Défense des personnes LGBTQIA+ à l'île Maurice et en France

(voir page 17)

#### **CANDIDATS**

Nicolas COSTER	<b>1</b> 6
Sandy Christ BHAGANOOA	p <b>1</b> 7
Thi My Hanh NGO-FOLLIOT I	<b>1</b> 8







#### **NICOLAS COSTER**

## PROJET « PITCH TA WOFE » PORTÉ PAR L'ASSOCIATION DES JEUNES ENTREPRENEURS FRANCOPHONES DE SHANGHAI

Avocat au Barreau de Paris depuis plus de 17 ans et en exercice en Chine à Shanghai, Me Nicolas Coster contribue au projet « Pitch ta WOFE » porté par l'association des JEF (Jeunes Entrepreneurs Francophones) de Shanghai, une association créée par et pour les jeunes actifs francophones de Shanghai, dont l'objectif est de développer le réseau des francophones et d'épauler les porteurs de projets, qu'ils soient sociaux, business, humanitaires, culturels, ou autre.

"Pitch ta WOFE" est un concours entrepreneurial (WOFE signifie Wholly Foreign-Owned Enterprise) dont Me Coster est l'un des initiateurs : membre du jury, il accompagne, mentore et conseille gratuitement les entrepreneurs francophones sélectionnés durant le concours pour la structuration de leur projet ; il anime dans ce cadre des ateliers sur des thématiques juridiques intéressant les entrepreneurs (la création de société en Chine ou le dépôt de marque) et parraine le concours en offrant au lauréat la création de sa structure juridique en Chine et aux 5 premiers finalistes le dépôt de leur marque, en intégrant tous conseils, actes et formalités juridiques nécessaires.

#### SANDY CHRIST BHAGANOOA

#### DÉFENSE DES PERSONNES LGBTQIA+ À L'ÎLE MAURICE ET EN FRANCE

Avocat au Barreau de Paris depuis près de 9 ans, Me Bhaganooa assiste à titre pro bono des personnes LGBTQIA+ et des associations qui militent pour les droits des personnes LGBTQIA+ à l'Île Maurice et en France en leur prodiguant conseils et représentation en justice et devant des institutions internationales et locales.

Il offre l'assistance juridique nécessaire pour que ces personnes puissent se battre dans leurs propres pays pour faire avancer les droits ou pour fuir les persécutions dont ils sont victimes dans leurs pays d'origine et se faire reconnaître le statut de réfugié en Europe.



#### THI MY HANH NGO-FOLLIOT

#### ASSOCIATION « PETITE ESPÉRANCE FRANCE VIETNAM » POUR SOUTENIR L'ACCÈS À L'ÉDUCATION ET AUX SOINS DE PERSONNES EN SITUATION DE PRÉCARITÉ AU VIETNAM

Avocate au Barreau de Paris depuis 2002, Me Ngo-Folliot conseille et assiste l'association Petite Espérance France Vietnam (PEFV).

Cette association a été créée en 2020 à la suite du drame qui a coûté la vie à 39 jeunes Vietnamiens dans un camion frigorifique en Angleterre et qui a alerté sur la détresse de jeunes poussés à l'exil.

L'association monte, avec ses institutions partenaires, pour les personnes âgées et personnes isolées, pour des minorités, des programmes de soins médicaux à domicile, des programmes éducatifs et culturels (bibliothèque ambulante) ainsi que des formations diplômantes pour des jeunes en situation de précarité (spécialement, jeunes filles ou femmes issues de milieux modestes et de minorités).

Me Ngo-Folliot accompagne l'association et a notamment contribué à la rédaction de la convention passée avec l'Université ouverte de Ho Chi Minh Ville pour permettre l'accès d'étudiants précaires aux métiers du secteur social.

« Petite espérance France Vietnam » organise tout au long de l'année des activités culturelles et artistiques pour récolter des fonds et actuellement pour financer la construction d'un dispensaire.

https://www.pefv.fr/



# PROPHÉES PROPHÉES PROPHÉES PROPHÉES 2025

# PRIX EN ÉQUIPE

#### LES CABINETS



Le Kbinet

Les Enfants d'Argus : lutter contre la pédocriminalité en ligne

(voir page 30)

#### **CANDIDATS**

Cabinet Baker McKenziep 2	22
'NDA Avocatsp 2	23
Cabinet Winston and Strawnp 2	24
Cabinet Sygna Partnersp 2	25
Cabinet Reed Smith Parisp 2	26
Cabinet Vigop 2	27
Cabinet Temimep 2	28
Cabinet Latham and Watkinsp 2	29
e Kbinetp 3	30

### CABINET BAKER MCKENZIE

## ASSOCIATION HANDI'CHIENS: FORMER ET METTRE GRATUITEMENT À DISPOSITION DES CHIENS D'ASSISTANCE À DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

Le cabinet Baker McKenzie accompagne depuis plus de 5 ans l'association HANDI'CHIENS qui a pour mission d'éduquer et de remettre gratuitement des Chiens d'Assistance à des personnes en situation de handicap et/ou de vulnérabilité.

Le Cabinet assiste notamment l'association à mettre à disposition davantage de chiens d'assistance judiciaire, qui interviennent dans des structures d'aide aux victimes.

Le chien d'assistance judiciaire est formé pour accompagner les victimes dans le cadre de l'instruction judiciaire, sur les lieux d'audition tels que la gendarmerie, le commissariat ou le tribunal. Cette assistance est sollicitée par les enquêteurs ou toute autre personne participant à la procédure, comme le conseil du bénéficiaire, et qui en aura fait la demande au parquet.

Baker McKenzie fournit aussi à l'association des conseils juridiques gratuits dans divers domaines du droit (droit du travail, droit des sociétés, fiscalité, propriété intellectuelle, tech & data, contentieux, etc).

https://handichiens.org/



#### TNDA AVOCATS

#### ASSOCIATION ROSE'UP – ACCOMPAGNER LES FEMMES TOUCHÉES PAR LE CANCER

Le cabinet s'investit auprès de l'association RoseUp, fondée en 2011 et qui accompagne les femmes touchées par le cancer en leur apportant des ressources essentielles sur la maladie, les traitements et leurs droits. Elle propose un soutien personnalisé à travers des ateliers de soins et des conseils pour la réinsertion professionnelle. Agréée par le ministère de la Santé, elle défend aussi activement les droits des patientes auprès des pouvoirs publics.

Depuis 2023, le cabinet accompagne les adhérentes via une hotline et des consultations en droit du travail. Il conseille aussi les dirigeantes de l'association pour faire bouger la législation. À ce jour, plus de 150 femmes ont pu faire valoir leurs droits grâce à l'intervention du cabinet.

https://www.rose-up.fr/



### CABINET WINSTON & STRAWN

#### ASSOCIATION MAISON DADDY: LUTTER CONTRE L'ISOLEMENT DES PERSONNES ÂGÉES

Le Cabinet accompagne l'association Maison Daddy qui lutte contre le phénomène d'isolement et le sentiment de solitude chez les personnes âgées en recréant du lien social et intergénérationnel de proximité et en proposant des solutions concrètes et accessibles via des habitats partagés et des services adaptés, conçus autour de lieux chaleureux favorisant l'entraide, la convivialité et le vivre-ensemble.

Winston & Strawn a consacré plus de 150 heures à l'accompagnement juridique bénévole de l'association Maison Daddy. Cet engagement s'est traduit par une mobilisation pluridisciplinaire visant à sécuriser et soutenir le développement du projet. Les équipes du cabinet sont intervenues sur des missions variées, allant de la structuration juridique du groupe à la mise en place de solutions de financement adaptées, en passant par l'analyse des implications réglementaires et fiscales liées au statut d'association loi 1901 à but non lucratif.

https://www.maisondaddy.fr/



#### REPRÉSENTATION DES SEYCHELLES DANS LE CADRE DE LA DEMANDE D'AVIS CONSULTATIF PORTANT SUR LES OBLIGATIONS DES ÉTATS EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Dans le cadre de la procédure consultative engagée devant la Cour internationale de Justice, visant à obtenir un avis consultatif sur les obligations des États en matière de changement climatique, le cabinet a apporté une assistance juridique pro bono à la République des Seychelles, un État insulaire particulièrement vulnérable aux effets du réchauffement climatique.

Son intervention a couvert l'ensemble du processus, à savoir : la rédaction et la soumission des observations écrites, fondées sur le droit international coutumier, les traités pertinents, et la jurisprudence internationale, afin de clarifier les obligations juridiques des États en matière de prévention, d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques ; ainsi que la représentation lors de la phase orale devant la CIJ à La Haye.





### CABINET REED SMITH PARIS

#### PROJET « ASTERYA » DE L'ASSOCIATION IM'PACTES : LE PREMIER CENTRE DE SANTÉ DÉDIÉ AUX ENFANTS VICTIMES DE TRAUMATISMES GRAVES ET SUIVIS PAR L'ASE

Le cabinet s'est engagé aux côtés de l'association IM'PACTES, fondée en 2022 par Madame le Professeur Céline Greco, Cheffe du service de médecine de la douleur et palliative de l'hôpital Necker, afin de l'assister dans le cadre du projet «Asterya» qui vise à créer le premier centre de santé en France spécifiquement dédié aux enfants suivis par la protection de l'enfance et victimes de traumatismes graves.

L'intervention du cabinet a permis de concevoir une structure juridique flexible répondant aux enjeux spécifiques de ce projet, notamment en tenant compte des contraintes liées à la participation d'acteurs publics comme l'AP-HP et la Ville de Paris. Il a également contribué à la structuration du restaurant solidaire, qui aura une double vocation : collecter des fonds pour l'association et offrir des opportunités de formation et d'insertion professionnelle aux jeunes.

https://association.impactes.fr/



#### **CABINET VIGO**

#### REPORTERS SANS FRONTIÈRES : PROTÉGER L'EXERCICE DU JOURNALISME

Le cabinet accompagne l'association Reporters Sans Frontières, association d'utilité publique promouvant la liberté de la presse, le pluralisme et l'indépendance du journalisme.

Le cabinet VIGO assiste gratuitement l'association RSF dans l'ensemble des actions pour lesquelles il reçoit mandat. Il délivre ainsi des conseils juridiques à RSF afin d'évaluer l'opportunité d'une action judiciaire, l'accompagne dans son plaidoyer, et représente ses intérêts ou ceux de journalistes en assurant leur défense pro bono devant les juridictions (notamment par la rédaction de plaintes, actes d'instruction, mises en demeure, ou de leur représentation à l'audience).

Avec l'assistance du cabinet VIGO, et afin de protéger l'exercice du journalisme, l'association est notamment intervenue au soutien de journalistes victimes de violences policières à l'occasion de manifestations, en les accompagnant dans leurs dépôts de plainte, voire en se constituant partie civile à leurs côtés. RSF a également déposé plainte dans le cadre de l'assassinat ou l'enlèvement de journalistes notamment à Malte, en Afrique de l'Ouest et au Moyen Orient, et demeure actif dans les instructions judiciaires.

Toujours en vue de défendre la liberté de la presse, l'association s'est par ailleurs défendue avec succès à la suite d'actions en diffamation intentées contre elle.

https://rsf.org/fr



#### **CABINET TEMIME**

#### ACCEPTESS-T : FAVORISER L'ACCÈS AU DROIT ET À LA JUSTICE DES PERSONNES TRANS LES PLUS PRÉCARISÉES

Le Cabinet accompagne l'association Acceptess-T dont l'objectif est de favoriser l'accès au droit et à la justice et de réduire le non-recours au droit des personnes trans les plus précarisées.

Depuis 2018, l'association et le cabinet Temime ont noué un partenariat structuré d'accès au droit : Acceptess-T repère, accueille et oriente les victimes grâce à sa permanence et ses maraudes, tandis que le cabinet Temime mobilise bénévolement ses avocats pour assurer leur défense pénale.

Depuis 2018, plus de quarante d'entre elles ont été accompagnées dans des dossiers concernant des faits d'une gravité extrême : meurtres, tentatives de meurtre, viols, violences, menaces de mort et discriminations. Le cabinet est intervenu dans quatre affaires dans lesquelles des femmes trans ont trouvé la mort, dont celle de Vanessa Campos (2018), de Jessyca Sarmiento (2020), d'Ivanna Macedo Silva (2021), et de Géraldine Zavaleta Rojas (2024).

https://www.acceptess-t.com/



### CABINET LATHAM AND WATKINS

#### BIBLIOTHÈQUES SANS FRONTIÈRES : FAVORISER L'ACCÈS À L'ÉDUCATION ET À LA CULTURE POUR LES POPULATIONS DÉFAVORISÉES

Le Cabinet accompagne Bibliothèques Sans Frontières, une ONG qui favorise l'accès à l'éducation, à la culture et à l'information auprès des populations défavorisées, des minorités ethniques, ainsi que des communautés de réfugiés et d'immigrés à travers le monde.

L'accompagnement pro bono des avocats du cabinet permet à Bibliothèques Sans Frontières de relever les défis juridiques complexes auxquels elle est confrontée et de structurer son écosystème, amplifiant ainsi son impact social.

https://www.bibliosansfrontieres.org/



#### LE KBINET

#### LES ENFANTS D'ARGUS : LUTTER CONTRE LA PÉDOCRIMINALITÉ EN LIGNE

Le Kbinet soutient l'association Les Enfants d'Argus dont l'objet est de lutter contre la pédocriminalité en ligne, notamment en signalant aux autorités compétentes des conversations à caractère sexuel tenues par des adultes auprès d'enfants sur les réseaux sociaux, en fournissant des informations aux victimes de pédocriminalité, et en participant à des actions de prévention.

L'intervention bénévole du cabinet vise à sécuriser juridiquement cette démarche, en garantissant que les signalements de l'association aboutissent à des enquêtes et à des poursuites judiciaires effectives.

https://www.lesenfantsdargus.org/





# PROPHÉES PROPHÉES PROPHÉES PROPHÉES 2025

# PRIX EN ÉQUIPE

#### LES COLLECTIFS



#### **Avocats, Droits et Psychiatrie**

Promouvoir l'exercice des droits des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques sans consentement

(voir page 38)

#### **CANDIDATS**

Défense Sans Frontières - Avocats Solidaires p 32
Avo'Mentorp 35
Droit comme un H!p 36
Collectif « Réunir » p 37
Avocats, Droits et Psychiatriep 38
Barreau des Ruesp 39
Albatross Legalp 40

#### DÉFENSE SANS FRONTIÈRES AVOCATS SOLIDAIRES

#### DÉFENDRE LE DROIT À UN PROCÈS ÉQUITABLE POUR TOUS

DSF-AS est une association d'avocats qui a pour objet de soutenir les avocats en danger qui sollicitent son aide, de défendre la profession, son libre exercice en toute indépendance et le respect du procès équitable.

En mobilisant des avocats bénévoles, l'association assiste aux audiences d'avocats menacés et favorise la médiatisation de la situation des avocats en dangers. Elle assure aussi des visites en prison, en Turquie et en Tunisie notamment.

25 missions d'observation d'audiences ont été réalisées en 2024.

https://www.defensesansfrontiere.org/

#### **AVO'MENTOR**

#### MENTORAT BÉNÉVOLE DES JEUNES CONFRÈRES ENTRANT DANS LA PROFESSION

Depuis 2020, l'association propose, sur le principe du volontariat, à des confrères plus expérimentés d'être jumelés avec des jeunes confrères afin de réaliser un mentorat bénévole et faciliter l'entrée dans la profession des jeunes avocats.

Les binômes sont jumelés pour 12 mois environ, et le contenu du mentorat est laissé à l'initiative de chacun.

A ce jour, l'association a plus de 450 inscrits, mentors et mentorés, sur l'application. La liste d'attente pour les mentorés, de plus de 50 personnes, témoigne de l'intérêt des confrères.

https://avomentor.fr/





#### **DROIT COMME UN H!**

#### FAVORISER L'ACCÈS AUX PROFESSIONS JURIDIQUES POUR LES JEUNES TALENTS EN SITUATION DE HANDICAP

L'association vise à favoriser, pour les jeunes talents en situation de handicap à partir de la L2 jusqu'à l'école d'avocats, l'accès aux professions du droit :

- Par la détection des jeunes talents dès l'Université et/ou dans les écoles d'avocats afin de les amener vers la profession ou de leur proposer des stages et des expériences professionnalisantes
- Par la sensibilisation, la préparation, l'accompagnement, des Universités, des écoles d'avocats dont l'EFB, des cabinets ou des directions juridiques des entreprises
- Par la conception et la mise en œuvre d'actions de visibilité pour mieux faire connaître le handicap et son potentiel pour le management et la performance des cabinets ou des directions juridiques
- Par le lobbying auprès du CNB et des Conseils de l'Ordre pour faire bouger les lignes afin d'adapter au handicap, sans déroger à la qualité des étudiants, l'examen d'entrée en école d'avocat, l'organisation de la formation initiale des élèves avocats, le CAPA.

https://www.droit-comme-un-h.com/



#### SAFE PASSAGE INTERNATIONAL -DÉFENDRE LES PERSONNES EN BESOIN DE PROTECTION INTERNATIONALE ET LA RÉUNIFICATION FAMILIALE

Composé de dix cabinets (A&O Shearman, Clyde & Co, Dechert, Gibson Dunn & Crutcher, Hogan Lovells, Mayer Brown, Orrick, Reed Smith, Squire Patton Boggs, et White & Case.e), ce collectif s'implique dans le projet REUNIR, piloté par Safe Passage International, qui vise à offrir un accompagnement juridique de qualité à des personnes en besoin de protection internationale, afin de leur permettre de rejoindre des membres de leur famille établis en France, par le biais de voies légales et sûres.

Les avocats partenaires assurent le suivi de procédures de réunification familiale ou de visas au titre de l'asile, depuis le dépôt de la demande jusqu'à la phase pré-contentieuse. Depuis le début du projet, en février 2022, les cabinets impliqués en collaboration avec l'association Safe Passage International ont :

- Accompagné 76 familles dans leurs procédures de réunification familiale
- -Représenté plus de 500 personnes dont près de 200 enfants auprès de l'administration française
- Obtenu 111 visas pour la France et réuni 32 familles
- Soutenu 17 familles en première phase contentieuse après le rejet de leurs demandes de visa.

https://www.safepassage.org.uk/





#### AVOCATS, DROITS ET PSYCHIATRIE

#### PROMOUVOIR L'EXERCICE EFFECTIF ET EFFICACE DES DROITS DES PERSONNES FAISANT L'OBJET DE SOINS PSYCHIATRIQUES SANS CONSENTEMENT

Le collectif d'avocats « Avocats, Droits & Psychiatrie » a été créée le 15 janvier 2013, à la suite de l'instauration par la loi du 5 juillet 2011 d'un contrôle systématique des hospitalisations sous contrainte en milieu psychiatrique par le Juge des libertés et de la détention.

La pratique a permis de prendre conscience de la fragilité des droits de ces justiciables privés de liberté dans ce cadre et de la nécessité d'être vigilants et compétents afin d'assurer utilement leur défense et leurs droits. Un petit groupe d'avocats a donc décidé de créer cette association nationale dans le but de promouvoir l'exercice effectif et efficace des droits des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques sans consentement, de partager leurs expériences et de faire avancer le droit dans ce domaine.

L'engagement des membres de l'association prend la forme de colloques ouverts à tous sur le respect des droits des personnes placées en soins psychiatriques sans consentement, de formations des confrères, d'interventions volontaires au soutien des QPC soulevant des questions liées à la matière et de réflexions autour de stratégies de "défense massive" notamment pour faire reconnaitre le "droit à l'avocat" des personnes à l'isolement, voire en contention. L'association produit également un recueil de jurisprudence nationale riche de plus de 1 500 décisions sur le sujet.

https://www.avocatsdroitspsychiatrie.fr/





#### **BARREAU DES RUES**

#### ACTIONS DE SOLIDARITÉ EN DIRECTION DES PERSONNES EN SITUATION DE GRANDE PRÉCARITÉ OU EN SITUATION DE RUE

Barreau des rues travaille à améliorer l'accès au droit des personnes en situation de rue. Gérée par 10 avocats/avocats aux conseils, l'association est organisée autour de 3 axes :

- Les maraudes : les avocats maraudent avec les travailleurs sociaux des différentes associations.
- Les formations des travailleurs : chaque trimestre des formations sont dispensées aux associations en fonction de leur demande. (Droit des animaux, droit au logement, droit des étrangers).
- Les actions judiciaires contre les décisions qui pourraient venir dégrader la situation des personnes en situation de rues (recours contre l'arrêté antimendicité de la mairie d'Amiens)

https://www.barreaudesrues.org/



#### **ALBATROSS LEGAL**

#### ÉDUQUER LES JEUNES AU DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'association accompagne à titre pro bono l'association d'intérêt générale Albatross Fundation et ses membres. L'association a pour objet l'éducation et la sensibilisation gratuite des jeunes au développement durable avec des outils innovants, scientifiques et interactifs.

Plusieurs cabinets/avocats inscrits au barreau de Paris composent la communauté juridique de l'association. Cette équipe assiste Albatross Fundation inter alia pour les aspects contractuels, Propriété Intellectuelle, Fiscalité, Intelligence Artificielle. Certains avocats sont aussi co-auteurs des ouvrages juridiques d'Albatross Legal.

https://albatrosslegal.org/

# PROPHÉES PROPHÉES PROPHÉES PROPHÉES 2025



CATÉGORIE

# PRIX DES AVOCATS



**LE KBINET**Les Enfants d'Argus :
lutter contre la pédocriminalité en ligne

(voir page 30)

Le lauréat du Prix des Avocats est élu parmi l'ensemble des candidatures reçues au moyen d'un vote en ligne ouvert à tous les avocats inscrits au Barreau de Paris.

La solidarité est comme la connaissance, elle s'accroit et se renforce lorsqu'elle est partagée.

C'est toute l'ambition de ces Trophées.,,

# PROPROBONO FRANCO-PHONE

#### LE JURY DE LA 2º ÉDITION DU PRIX :

#### Julie MOUSSEAU,

ancienne Bâtonnière du Barreau de Montréal, Vice-Présidente du Conseil d'Administration de Justice Pro Bono

#### Dominique ATTIAS,

ancienne vice-bâtonnière du Barreau de Paris, Membre du Conseil d'Administration du Barreau de Paris Solidarité

#### Bernard VATIER,

ancien Bâtonnier du Barreau de Paris, Secrétaire Général de la CIB.

Pour cette 2° édition du Prix Pro Bono Francophone, Justice Pro Bono, le Barreau de Paris Solidarité et la CIB sont très fiers d'avoir reçu 14 exceptionnelles candidatures issues de 11 pays de l'espace francophone!







## PRIX PRO BONO FRANCO-PHONE



NADJIRO KOULMEM
Défense des Femmes victimes
de violences au Tchad

#### LISTE DES CANDIDATS AU PRIX PRO BONO FRANCOPHONE

NGUM FUNIBA, avocate au Barreau du Cameroun, anime les actions de LAW Cameroun qui œuvre pour l'égalité des sexes en luttant contre toutes les formes de violences et de discriminations faites aux femmes et aux filles. Face aux multiples crises qui secouent le Cameroun — que ce soient les conflits armés, les déplacements ou encore la marginalisation — l'association a développé une approche inclusive, visant à protéger juridiquement, socialement et économiquement les plus vulnérables.

MARIE-LOUISE MBIDA KANSE TAH, avocate au Barreau du Cameroun. A l'origine de la mise en place de la Commission Justice et Paix de Douala, elle s'engage sans relâche pour la défense gratuite des personnes en situation de précarité. Son action se concrétise par des consultations juridiques personnalisées, où elle écoute, conseille et oriente chacun selon ses besoins spécifiques, notamment les enfants de la rue.

JEAN-FRANÇOIS GERARD, avocat au Barreau de Bruxelles en Belgique. Impliqué dans le projet «Refugee Legal Helpdesk» qui mobilise plus de 60 cabinets d'avocats et plusieurs universités afin d'offrir une réponse à la crise de l'accueil des demandeurs d'asile à Bruxelles. Ce projet permet de proposer une aide juridique véritable et immédiate aux personnes demandeuses d'asile qui ne sont pas prises en charge par les institutions. Depuis avril 2022, plus de 10 800 personnes ont été accompagnées à travers le dispositif mis en place. Chaque semaine, des permanences juridiques sont ainsi organisées par des avocats bénévoles et des étudiants en droit.

FRANÇOIS CANTIER, avocat au Barreau de Toulouse en France, est l'un des fondateurs de l'association Avocats Sans Frontières qui mobilise des avocats pour accompagner les justiciables vulnérables ; renforcer les capacités des acteurs juridiques locaux et favoriser une justice indépendante, accessible et protectrice, en particulier dans les contextes de crise ou de fragilité démocratique.

HAMADOU KADIDIATOU, avocate au Barreau de Niamey au Niger. Impliquée dans l'association pour la Défense et la Protection des Enfants et des Femmes, elle vise à rendre la justice plus accessible, plus compréhensible et plus protectrice pour les femmes et les enfants en situation de vulnérabilité. Sous la supervision de Me Kadidiatou Hamadou, présidente de l'association, l'objectif de l'association est double : assurer, d'une part, une défense de qualité aux femmes sans ressources et, d'autre part, former les acteurs de la justice à mieux prendre en charge les cas de violences, d'abandon ou d'exploitation des mineurs.

NADJIRO KOULMEM, avocate au Barreau du Tchad. Engagée pour la défense des femmes victimes de violences au travers de l'organisme PUBLIC INTEREST LAW CENTER qui agit pour défendre les femmes

LAW CENTER qui agit pour défendre les femmes victimes de violences et les mineurs en conflit avec la loi, dans un pays où l'accès à l'avocat reste, pour beaucoup, un privilège inaccessible. Me KOULMEM

intervient notamment devant le Tribunal de grande instance de N'Djamena, de Mandélia, de la justice de paix de Koundoul du 9° arrondissement, mais aussi dans la maison d'arrêt de Klessoum, où elle est régulièrement sollicitée pour représenter des filles victimes d'enlèvement, de mariage forcé, ou des mineurs détenus, à la demande du Barreau, du ministère de la Femme ou d'ONG locales.

GLORIA KUBWIMANA, avocate au Barreau de Bujumbura au Burundi. Membre de Legal Vision Law Firm, un cabinet composé exclusivement d'avocates burundaises qui ont décidé de mettre leurs compétences juridiques au service de celles et ceux qu'on entend peu, qu'on voit rarement, et que la justice oublie trop souvent.

Depuis 2023, elles se relaient chaque semaine pour offrir des consultations juridiques gratuites, accompagnant les victimes dans leurs démarches, les aidant à comprendre leurs droits, et luttant contre l'exclusion juridique qui touche les plus vulnérables.

CARITAS NDUWAYO, avocate au Barreau de Bujumbura au Burundi. Elle fait partie des 150 avocates bénévoles membres de la Commission Femmes Avocates du Barreau de Bujumbura, qui agit pour renforcer l'accès à la justice des femmes victimes de violences basées sur le genre (VBG), souvent isolées, stigmatisées ou exclues du système judiciaire.

CARINE OUPOH, avocate au Barreau de Côte d'Ivoire. Initiatrice du projet « Access to Justice Côte d'Ivoire » qui a déployé une série d'actions pour contribuer à rendre la justice plus accessible aux couches défavorisés de la société par la création de cliniques juridiques gratuites dans des espaces publics, marchés, centres communautaires ; la sensibilisation via des affiches, flyers, spots radios locaux et le suivi des cas dans le temps par des juristes volontaires.

CHRISTELLE RAMANASE, avocate au Barreau de Madagascar. Avec d'autres avocates, elle a fondé le Pool des Avocats dédié à la Lutte contre les Violences Basées sur le Genre qui propose des consultations juridiques gratuites tous les jours, accessibles à tous ; de l'information et l'orientation personnalisée selon chaque situation et un accompagnement complet, y compris lors des enquêtes, des instructions et des procès. En 5 ans, cela représente la prise en charge de plus de 8 000 victimes et la plaidoirie de 504 dossiers devant les juridictions.

ALI TRAORE, avocat au Barreau du Burkina Faso. Groupe de Recherche-Action sur la Sécurité Humaine (GRASH) - Dans un contexte de lutte antiterroriste intense, où la justice est parfois perçue comme un instrument de répression, le GRASH œuvre pour ramener les droits humains au cœur de la procédure judiciaire, en particulier pour les mineurs. L'action consiste à fournir une assistance juridique bénévole à des enfants en conflit avec la loi, soupçonnés d'implication dans des faits terroristes. Sur la base de l'initiative de Me Ali Traoré, le GRASH a mobilisé un collectif d'avocats pour assurer la défense effective de ces mineurs, souvent jugés sans défenseur, dans un cadre exceptionnellement sensible.

FÉLICITÉ ESTHER ZEIFMAN, avocate au Barreau de Paris. Engagée dans le Réseau International des Femmes Avocates (RIFAV) et autour du Projet TUMAINI: L'espoir dans la Plume. Le projet se donne pour mission de reconstruire la dignité des femmes détenues à Pointe-Noire au Congo, en leur offrant un espace d'expression à travers l'écriture. Le projet permet l'organisation d'ateliers d'écriture en milieu carcéral, encadrés par des avocates, des écrivaines, des psychologues et un travail de sensibilisation à l'extérieur, auprès du grand public, des écoles et des institutions, pour faire entendre la voix des détenues.

HELENA LAMED, avocate au Barreau du Québec. Elle participe à la Clinique juridique itinérante de Montréal, un projet qui vise à offrir une assistance juridique gratuite directement sur le terrain à des personnes vulnérables qui, autrement, resteraient dans l'ombre. Fonctionnant en mobilité, la clinique se déplace dans les rues, les abris d'urgence et les centres communautaires afin de répondre aux besoins juridiques les plus urgents.

CHRISTIANE PELCHAT, avocate au Barreau du Québec. Elle s'engage bénévolement aux côtés de de l'organisme « Pour les droits des femmes du Québec », qui est une organisation féministe indépendante œuvrant pour la défense des droits des femmes et de l'égalité réelle entre les sexes dans une approche laïque. L'association se bat pour que les droits des femmes passent avant les croyances religieuses, culturelles ou communautaires, et pour que l'égalité soit vraiment respectée dans l'espace public au Québec.



www.barreausolidarite.org

tmalgrain@avocatparis.org ldelalosa@avocatparis.org

www.facebook.com/BarreauSolidarite



Fonds de dotation